ÉDITORIAUX DE L'IFRI

Programme Amériques

30 octobre 2026

Lula : une victoire sous contraintes

Jean-Louis MARTIN

Jean-Louis MARTIN est chercheur associé sur l'Amérique latine à l'Ifri.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-1292-1

© Tous droits réservés, Paris, Ifri, 2026.

Image : © Antonio Scorza /Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Jean-Louis Martin, « Lula : une victoire sous contraintes », *Éditoriaux de l'Ifri*, Ifri, 30 octobre 2026.

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org
www.ifri.org

La victoire du 25 octobre 2026

Au soir du 4 octobre, l'affaire semblait très mal engagée pour Lula. Il recueillait 45,2 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle, contre 47,0 % pour son adversaire Flávio Bolsonaro, soit un écart de 2 225 millions de voix. De surcroît, les électeurs s'étant portés vers les autres candidats, au total plus de 9 millions, paraissaient plutôt enclins à se reporter vers F. Bolsonaro au second tour. Ce résultat contredisait les sondages des semaines précédentes, qui accordaient un très modeste avantage à Lula. La géographie des votes était en revanche sans surprise : une victoire de Lula en Amazonie et dans le Nord-Est ; de Flávio Bolsonaro dans le Centre-Ouest, le Sud et le Sud-Est, où il emportait les trois plus grands États brésiliens – São Paulo (avec 3,4 millions de voix d'avance), l'État clé du Minas Gerais et Rio de Janeiro. Les pronostics étaient alors unanimes : il paraissait très improbable que Lula puisse combler l'écart inattendu avec F. Bolsonaro. Les politiciens proches du candidat Bolsonaro se positionnaient déjà pour les postes ministériels.

Pourtant, le 25 octobre, Lula a nettement battu Flávio Bolsonaro, avec 4 430 millions de voix d'avance (51,8 % contre 48,2 %). La géographie des votes était globalement la même, à un important détail près : Lula devançait de peu (50,4 % contre 49,6 %) son adversaire dans le Minas Gerais. Celui-ci l'emportait dans l'État de São Paulo, mais son avantage y était réduit à 2 millions de voix.

Les raisons du retournement

Deux facteurs décisifs peuvent être avancés pour tenter d'expliquer ce retournement : la mobilisation exceptionnelle des partisans de Lula et la personnalité des deux candidats. Leurs programmes ne semblent en revanche n'avoir joué qu'un rôle très mineur.

La mobilisation des partisans de Lula

En 2018, la large victoire (55,1 % contre 44,9 %) de Jair Bolsonaro face au candidat du Parti des travailleurs (PT), Fernando Haddad, était due à l'absence de Lula, alors emprisonné dans le cadre de l'affaire de corruption « Lava Jato », et au discrédit du PT en résultant, mais aussi à une utilisation efficace par la droite des nouveaux outils de communication, en particulier des réseaux sociaux, face à une gauche passive. Cette maîtrise permettait aux soutiens de Bolsonaro de marteler des messages simples sur la corruption de Lula et du PT, et de diffuser de franches calomnies sur Fernando Haddad. En 2022, ces pratiques se sont répétées, sans plus de réaction de la gauche. Seul le passif de J. Bolsonaro (notamment ses réticences à agir contre la pandémie de Covid-19) a permis à Lula de remporter de peu l'élection.

En 2026, la droite et surtout l'extrême droite continuaient à dominer les réseaux sociaux, avec des influenceurs comme Nikolas Ferreira (député fédéral pour le Minas Gerais) et Pablo Marçal, dont les comptes Instagram sont suivis par 26 et 15 millions de personnes respectivement. En réaction, un député fédéral du Minas Gerais (pour un petit parti allié du PT), André Janones, a créé le 15 avril 2026 un canal WhatsApp appelé *Exército do Lula* (Armée de Lula), qui allait passer de 50 000 participants le 7 octobre à plus de 10 millions le 24 octobre, la veille de l'élection présidentielle, devenant le principal outil de communication des partisans de Lula. L'équipe de campagne de F. Bolsonaro a réagi en créant un canal similaire, la « Troupe de Flávio » (dont le succès et l'impact restaient cependant moindres) et en faisant interdire l'*Exército do Lula* par un juge du Tribunal Superior Eleitoral nommé par Jair Bolsonaro – interdiction levée dès le lendemain. Tous les observateurs soulignent l'impact décisif de l'*Exército do Lula* sur le moral et la

mobilisation des électeurs de gauche, et le « général Janones » a été nommément remercié par Lula lors de son premier discours de candidat victorieux.

La personnalité des candidats

La personnalité des deux candidats a aussi été importante. Souvent raillé pour son âge (il a eu 81 ans le 27 octobre) et fréquemment comparé à un Joe Biden déclinant, Lula a fait preuve pendant la campagne d'un dynamisme étonnant chez un octogénaire. Lors des deux débats entre les deux tours, il est apparu à beaucoup comme plus calme et sage que son adversaire. Flávio Bolsonaro a en revanche souffert de plusieurs handicaps. Le premier est peut-être sa ressemblance physique avec son père : un atout auprès de ses partisans les plus déterminés, mais sans doute un handicap auprès des indécis. S'il a essayé, le plus souvent avec succès, d'apparaître plus mesuré que son père dans son expression, quelques moments de relâchement lors des débats télévisés ont eu un impact négatif, par exemple une plaisanterie plus que douteuse sur le fait qu'il manque un doigt à Lula (perdu dans un accident du travail dans sa jeunesse) ou encore quand il gesticulait derrière Lula lorsque celui-ci avait la parole.

En revanche, les programmes des deux candidats n'ont joué qu'un rôle secondaire. Les électeurs connaissent les divergences profondes entre Lula et F. Bolsonaro sur les questions sociétales (notamment les droits des femmes et des minorités sexuelles ou l'environnement) et leur opinion était déjà faite. Les candidats en ont donc assez peu parlé. Les discours sur les questions économiques sont largement incantatoires : le gouvernement, quel qu'il soit, est contraint par la dette publique (83 % du produit intérieur brut [PIB] fin 2026), les taux d'intérêt sur cette dette et le Congrès (voir infra). Lula n'aura donc pas les moyens de mener la politique industrielle qu'il promet, et F. Bolsonaro n'aurait pas été en mesure de s'attaquer aux blocages qui font obstacle aux réformes nécessaires et freinent l'investissement et la croissance.

Les blocages brésiliens ne seront pas levés

Blocage financier

Le premier blocage est financier, et il a plusieurs facettes. Il commence à la Banque centrale (BCdoB), dont la politique monétaire est unique au monde : son taux directeur (le Selic) est actuellement à 13,75 %, quand l'inflation est de 4,6 %, soit un taux réel de l'ordre de 9 %, que l'on ne retrouve que dans des pays à inflation très élevée, supérieure à 30 % (Argentine, Turquie). Pendant l'actuel mandat de Lula, le Selic « réel » n'est descendu au-dessous de 6 % qu'en juillet et en octobre 2024. Aucune justification sérieuse, au-delà de l'invocation rituelle de « la nécessaire indépendance de la Banque centrale », n'a jamais été donnée à la mise en œuvre d'une politique monétaire aussi restrictive.

Un Selic élevé a deux conséquences adverses. D'une part, le taux d'intérêt moyen sur la dette publique (libellée à 96 % en monnaie locale) lui est fortement corrélé, ce qui se traduit par un coût très élevé : en 2026, 7,9 % du PIB. L'essentiel de ces intérêts sont en outre versés à des fonds d'investissement (et derrière eux à des Brésiliens aisés) ainsi qu'à des institutions financières. D'autre part, le Selic impacte l'ensemble de la structure des taux aux ménages et aux entreprises. Celle-ci est aussi unique au monde, avec des taux prêteurs de l'ordre de 25 à 30 % sur les entreprises (niveau que l'existence de taux subventionnés ne corrige que très partiellement) et de 50 à 60 % sur les ménages (et plus de 300 % pour les découverts sur les cartes de crédit). Une telle situation permet au secteur financier de contribuer au PIB brésilien à hauteur de 7,3 %, contre 4 à 5 % dans la plupart des pays, mais elle a évidemment un effet très négatif sur l'investissement et la croissance. Si les secteurs disposant de capacités élevées d'autofinancement (l'agro-industrie) ou d'accès à des financements extérieurs (les mines, les hydrocarbures) sont peu affectés, les entreprises moyennes du secteur manufacturier, la construction et les infrastructures sont lourdement handicapées.

Lula va essayer de maintenir un solde primaire (avant paiement des intérêts) des finances publiques autour de l'équilibre. Cela permettra peut-être de stabiliser la dette publique, mais il n'a aucun moyen

direct de réduire la ponction du service de cette dette sur le budget. Au mieux, il peut espérer qu'une politique budgétaire prudente contribuera à modérer l'inflation, et donc à rendre le BCdoB un peu plus accommodant. Ce n'est même pas certain : on a vu dans le passé une sécheresse, *via* son impact sur les prix alimentaires, suffire à justifier une hausse du Selic.

Blocage politique

Le second blocage est politique, et il se situe au Congrès. Au Brésil, la capacité réformatrice de l'exécutif se heurte à la nécessité du « présidentialisme de coalition » : la fragmentation partisane contraint tout président à bâtir, dans une logique transactionnelle, des majorités *ad hoc* autour du *centrão* – un ensemble de partis dépourvus de programme clair, unis par une stratégie consistant à vendre leur influence au Congrès au gouvernement en place, quel qu'il soit. La constitutionnalisation poussée des politiques publiques ajoute un verrou institutionnel, obligeant souvent à recourir à des amendements constitutionnels qui exigent une majorité des trois cinquièmes et deux tours dans chaque chambre. La réforme de la fiscalité indirecte, débattue depuis les années 1990, n'a ainsi abouti qu'en 2023, au prix d'une transition étalée jusqu'en 2033 et de nombreux régimes dérogatoires.

Ce frein s'est accentué depuis le milieu des années 2010 avec le transfert de pouvoir budgétaire vers le législatif. Le caractère obligatoire des amendements parlementaires, héritiers du « budget secret », pratique pourtant censurée par la Cour suprême (le STF) en 2022, prive l'exécutif de son principal instrument de coordination des coalitions. Le budget 2026 réserve ainsi 61,4 milliards de reais aux amendements, qui absorbent environ un quart des dépenses discrétionnaires de l'État, entravant les politiques nationales – et alimentant des machines électorales locales, souvent familiales. Malgré ces incitations, le *centrão* ne vote pas de coupes budgétaires contraires à ses intérêts. L'exécutif réussit généralement à faire adopter l'essentiel de son agenda, mais le coût politique et financier de chaque réforme d'envergure n'a cessé de croître.

Or les élections législatives d'octobre 2026 ont été un succès pour le Parti libéral (PL) des Bolsonaro, qui a 121 sièges à la Chambre des

députés (+ 23) contre 128 pour le PT et ses alliés (+ 4), pendant que le *centrão* reculait à 274 sièges (- 27). Au Sénat, les progrès du PL sont encore plus significatifs. Lula risque donc de se heurter au Congrès à une opposition plus forte et plus résolue, alors que l'appui des partis affaiblis du *centrão* pourrait devenir plus incertain.

Et dans quatre ans ?

Lula aura 85 ans en 2030. En outre, la Constitution brésilienne interdit plus de deux mandats successifs. Quant au vice-président Geraldo Alckmin, il aura près de 78 ans. La gauche doit donc préparer une succession. Lula l'a réussi une fois avec Dilma Rousseff, en 2010, mais dans un contexte économique très favorable qu'il est peu probable de retrouver en 2030. En 2018, le candidat par défaut du PT, Fernando Haddad, alors ministre des finances, a été battu par J. Bolsonaro. Aujourd'hui, aucun successeur crédible et consensuel n'a émergé au PT ou chez ses alliés.

À droite, les Bolsonaro sont maintenant hors-jeu après la fuite pathétique de Flávio aux États-Unis. Mais l'opposition dispose de plusieurs candidats plus ou moins crédibles, et connus car déjà gouverneurs d'État. Ceux du Minas Gerais (Romeu Zema) et du Goiás (Ronaldo Caiado) ont été candidats à la présidentielle de 2026, avec des résultats très modestes dans le contexte de polarisation. Le candidat le plus probable est le gouverneur de São Paulo, Tarcisio de Freitas, triomphalement réélu en octobre. Il avait envisagé d'être candidat à la présidentielle de 2026 mais Jair Bolsonaro lui a préféré son propre fils, avec le résultat que l'on sait. « Tarcisio » devrait pourtant être en 2030 un adversaire redoutable pour la gauche.